pauvres de cette histoire. Au début du siècle, après la retraite de Gabriel Chappuys, certains d'entre eux, fort actifs, ont occupé un terrain éditorial qui pour les libraires parisiens offrait encore des ressources à exploiter. On les connaît très mal, à l'exception de Rosset. On ignore encore, par exemple, à quelle initiative et à quel talent attribuer la version du *Trésor politique*, un ouvrage considérable, qui témoignait, en 1608, de la prééminence italienne en matière de documentation géopolitique, mais une prééminence que les éditeurs français cherchaient à transformer à leur profit. Cet exemple très complexe rappelle que la traduction est le lieu où s'opère un véritable transfert savant (s'agit-il alors encore d'*italianisme* ou de francisation ?) lié à un transfert d'ordre économique.

JEAN BALSAMO, *Université de Reims*

Nicole Pellegrin et Colette H. Winn (éd). *Veufs, veuves et veuvage dans la France d'Ancien Régime. Actes du colloque de Poitiers (11-12 juin 1998)*. « Colloques, congrès et conférences sur la Renaissance », Paris : Honoré Champion, 2003, 347 p.

D'entrée de jeu, soyons clairs : il s'agit ici d'un livre qui porte sur le veuvage féminin dans la France d'Ancien Régime et non pas, comme son titre l'indique, d'un ouvrage qui laisserait une large place au phénomène du veuvage et encore moins à la spécificité du veuvage masculin. Frédérique Villemur fait ainsi bande à part avec son article intitulé « La musique adoucit-elle les veufs ? », véritable bijou où les interactions entre la médecine et la culture musicale sont explorées pour expliquer comment les veufs issus des élites de la société combattaient parfois la douleur du deuil par la thérapie musicale. Le reste de l'ouvrage offre des perspectives aussi riches que diverses sur l'expérience des veuves et la signification du veuvage féminin dans la France d'Ancien Régime.

La première section couvre les aspects légaux du veuvage en explorant les normes et les pratiques d'une France prérévolutionnaire caractérisée par le pluralisme juridique et l'enchevêtrement des juridictions. Jean-Marie Augustin offre d'abord une synthèse efficace des dispositions légales qui protégeaient la veuve après le décès de son conjoint, tant dans les zones coutumières que dans les régions qui suivaient le droit romain. Claire Dolan se penche ensuite sur les prescriptions juridiques et les pratiques qui entouraient l'année de deuil dans la Provence du XVI^e siècle, période où la veuve ne pouvait se remarier sans encourir de peines pécuniaires et où elle devait vivre à la charge des héritiers de son défunt époux. Dans sa remarquable contribution, Dolan souligne à juste titre que le statut de veuve ne faisait pas entrer ces femmes dans une catégorie socio-économique homogène. En fait, il n'existe rien de tel que « la veuve » dans cette société où les hiérarchies sociales, plus encore que les fortunes, déterminaient l'expérience des femmes après la mort de leur conjoint. À partir de son étude des veuves en Nouvelle-France au XVIII^e siècle, – et oui, la

Nouvelle-France faisait partie de la France d'Ancien Régime, nous l'oublions trop souvent –, Josette Brun a le mérite d'intégrer la période du veuvage dans le parcours de vie des individus en faisant remarquer que des dispositions de protection de la veuve, et parfois du veuf, étaient inscrites dès le début de l'union dans le contrat de mariage qui précédait la bénédiction nuptiale.

La section suivante, où les contributions sont de qualité plutôt inégale, s'interroge sur les représentations de groupes de veuves, qu'il s'agisse des veuves des « honorables hommes » de Niort qu'a étudiées Isabelle Sagot, des veuves de guerre de l'époque révolutionnaire évoquées par Françoise Fortunet, ou alors des veuves du milieu des métiers et des corporations qui sont au cœur des études de Janine M. Lanza et de Daryl M. Hafter. L'article de cette dernière, très solide, est particulièrement intéressant en ce qu'il montre, en s'appuyant sur des considérations de genre et de classe, l'impact des réformes de 1776-1778 sur les veuves des maîtres de métier qui faisaient partie des corporations de la ville de Rouen. Par ailleurs, les veuves paysannes manquent à l'appel dans cette section et il faudra attendre patiemment d'autres études pour compléter le panorama social.

Dans la troisième partie, les auteures ont choisi de nous présenter des portraits de veuves d'exception, parcours individuels qui sont autant de fenêtres sur la diversité des expériences possibles du veuvage dans la France moderne. La carrière de Madeleine Bourssette, épouse puis veuve d'un imprimeur parisien au milieu du XVI^e siècle, est analysée par Beatrice Hibbard Beech. Chef d'entreprise en conflit avec ses enfants au sujet de la succession paternelle, Madeleine Bourssette a contrôlé l'imprimerie familiale jusqu'à sa mort malgré les poursuites en justice et les aléas d'une association asymétrique avec l'un de ses fils. Ce sont ensuite des personnages de veuves que nous présente plutôt Kathleen M. Llewellyn, qui s'est penchée sur l'*Heptaméron* et nous restitue des portraits brefs mais évocateurs d'héroïnes veuves. Rusées ou amoureuses, les veuves qu'a imaginées Marguerite de Navarre tentent toutes de se tailler une place dans une société patriarcale dont elles savent manier les leviers de pouvoir. Madame de Châtillon, étudiée par Danielle Haase-Dubosc, aurait pu sortir tout droit de l'esprit de Marguerite de Navarre. Elle a vigoureusement soutenu les intérêts de son groupe familial durant ses deux veuvages, comportement vertueux que l'auteur n'hésite pas à étendre à d'autres catégories sociales. Évoquant les régence et l'influence prédominante des Guise dans les affaires du royaume au XVI^e siècle, Éliane Viennot affirme pour sa part qu'il y aurait eu une culture politique spécifique qui se transmettait de mère en fille. Enfin, Scarlett Beauvalet-Boutouyrie se sert du cas de Jeanne de Chantal pour évoquer les veuves « parfaites » qui choisissaient de devenir des modèles de piété dans le contexte du renouveau catholique qui suivit la Contre-Réforme.

Finalement, la dernière partie est consacrée aux expressions du deuil. Dans « Le sexe du crêpe », Nicole Pellegrin décline avec brio les multiples significations de cette étoffe de deuil en adoptant une approche basée sur le concept de genre et en insistant sur la nécessaire intégration des normes, des pratiques et des facteurs culturels dans l'étude du deuil. Thomas Lüttenberg utilise plutôt les lois somptuaires du

XVI^e siècle pour montrer que les prescriptions sur les habits de deuil des veuves sont cohérentes avec le processus de construction de l'État moderne. Colette H. Winn examine les expressions du deuil dans les écrits féminins du XVI^e siècle, qui exprimaient, tout en nuance, les émotions et les actions des femmes durant leur période de veuvage. La contribution de Villemur, déjà évoquée, et celle de Gwénaél Murphy sur la signification du port du voile au couvent, complètent cette partie.

Une synthèse des connaissances démographiques sur le veuvage dans la France d'Ancien Régime fait cruellement défaut et aurait permis une meilleure contextualisation des itinéraires individuels et des portraits collectifs ébauchés au fil des chapitres. La place du veuvage dans le cycle de vie des individus et des familles aurait ainsi gagné à être précisée. Déplorer l'absence d'un tel cadrage démographique dans l'introduction ne suffit pas. Les données existent, même si elles ne sont pas toujours complètes ou d'interprétation aisée, et il suffisait d'étendre un peu plus le dialogue interdisciplinaire pour les intégrer dans cet ouvrage qui a paru près de cinq ans après le colloque duquel il tire sa substance.

La force de ce livre est toutefois de démontrer qu'une interprétation convaincante du phénomène du veuvage dans la France d'Ancien Régime se doit de combiner les aspects culturels et les données qui restituent les dynamiques sociales. Les différentes représentations des veuves et des veufs dessinaient un paysage mental dans lequel s'inscrivaient les individus de cette société, selon leur genre et leur rang social. Les pratiques qui sont dévoilées dans les actes notariés, les documents judiciaires et les sources démographiques doivent être comprises dans leur propre contexte culturel. Cet ouvrage démontre que l'on peut arriver à déceler une profonde cohérence entre l'imaginaire et les comportements, à tous les niveaux de la société.

Comme c'est souvent le cas dans ce genre d'entreprise collective, ce livre a les défauts de ses qualités. On peut déplorer qu'il ne s'agisse pas d'un projet intellectuel alliant une question centrale, illustrée et appuyée par une série d'arguments ou d'études de cas, à une rigueur méthodologique qui permette une réelle interconnexion des contributions. Mais on ne peut douter, en revanche, de la fécondité intellectuelle d'une démarche fondée sur la diversité des perspectives et sur la richesse des questionnements. La longue liste de sujets à approfondir, basée sur la synthèse faite au colloque par Martine Sonnet et reproduite par Colette H. Winn à la fin de son introduction, en témoigne de manière éloquente. À mon sens, il y a toutefois urgence à rétablir un certain équilibre dans l'étude du veuvage, en utilisant une approche fondée sur le concept de genre, pour redonner aux veufs la place qui leur revient dans ce phénomène social où le comportement des hommes semblaient nettement distinct de celui des femmes, du moins dans la société d'Ancien Régime.

SYLVIE PERRIER, *Université d'Ottawa*